

Politik le Groyen
10/17. 11. 1988

UN SOVIET A STRASBOURG

Novembre 1918 en Alsace et en Lorraine. L'Allemagne impériale a perdu la guerre et on s'achemine vers l'armistice. La révolution se développe à Kiel, à Berlin, en Bavière... Comme à Strasbourg, encore allemande...

Alsace avec l'arrivée des troupes françaises. Des conseils d'ouvriers et de soldats prennent ici et là le dessus en

Le conseil d'ouvriers et de soldats de Strasbourg siège au Palais de justice de la ville. « Que le drapeau rouge flotte sur la cathédrale est le signe que la théorie socialiste a cessé d'être une théorie pour devenir une réalité » proclame le marin Wendelin Thomas. Photo Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg.



Strassburg im Zeichen der Revolution
Sitzung des Soldatenrats am 15. Nov. 1918

A la fin du mois d'octobre 1918, tout est joué : l'Allemagne impériale a perdu la guerre et l'on s'achemine vers l'armistice. Pourtant, quelques ultras dont le général Ludendorff sont prêts à tenter un dernier baroud d'honneur en s'appuyant principalement sur la flotte de guerre.

A Kiel, un port de la Baltique, les marins se mutinent et constituent un Conseil de soldats qui trouve aussitôt le soutien des syndicats ouvriers de la ville. Drapeaux rouges en tête, des détachements d'insurgés se rendent dans les villes voisines et les gagnent à leur cause. Les troupes régulières envoyées contre l'insurrection fraternisent.

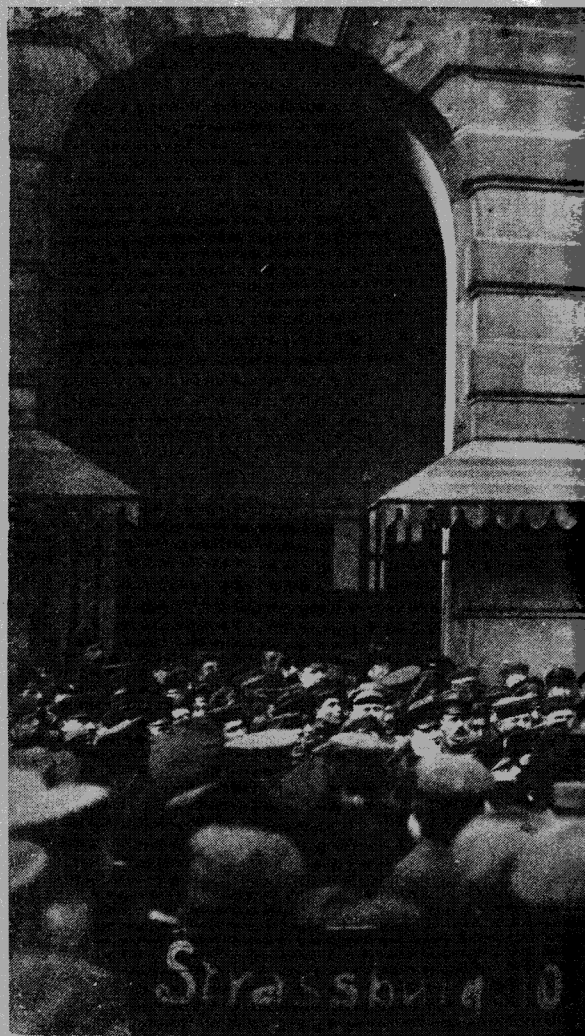
Seize mille Alsaciens et Lorrains sont alors incorporés dans la Kriegsmarine. Nombre d'entre eux participent à ces événements, comme Wendelin Thomas, et décident de soulever l'Alsace-Lorraine qui, après quatre années de régime spécial, de véritable dictature militaire, connaît une situation de disette. Le spectre de la famine hante les villes et certains bourgeois redoutent qu'un « *mouvement révolutionnaire ne se produise entre la retraite des boches et la venue des Français* » (1). L'agitation sociale se développe, on assiste à des manifestations pour l'amélioration du ravitaillement à Sainte-Marie-aux-Mines, pour l'augmentation des salaires chez les employés au gaz de Mulhouse ou les cheminots d'Alsace.

FEU ! Le 8 novembre, la population de Strasbourg apprend la proclamation de la République des conseils de Bavière. La tension monte. Le lendemain, des milliers de personnes, auxquelles se sont joints les premiers détachements de marins arrivés du nord, se rassemblent place Kléber. Des dizaines d'officiers sont dégradés en public. Dans la nuit, un train d'insurgés est bloqué près de Strasbourg, au pont de Kehl. Un commandant loyaliste fait ouvrir le feu. Un marin révolutionnaire, Fir, est abattu. Ses camarades prennent possession de la ville et entraînent les garnisons de Kehl. A six heures du matin, le 10 novembre, ils sont à Strasbourg où s'organisent, d'autre part, les premiers « Comités de réception des troupes françaises ». L'objectif de ces comités est de hâter l'arrivée des Français que les conditions d'armistice fixeront au 25 novembre, et ainsi mettre fin aux troubles. La bourgeoisie allemande d'Alsace se rallie à cette vision des choses : « *Plutôt français que rouges !* »

Les événements se précipitent. Sitôt arrivés, les marins révolutionnaires alsaciens proclament la création du Conseil de soldats de Strasbourg qui exige du gouverneur Von Rohden la libération des détenus, la liberté de presse et d'expression, la levée de la censure sur le courrier, le droit de manifester... Les prisons sont ouvertes, les Conseils de soldats se rendent maîtres de tous les bâtiments publics, toutes les marques de l'autorité militaire (insignes, grades) sont supprimées. Des drapeaux rouges flottent place Kléber et ces orateurs improvisés haranguent la foule.

Pour les dirigeants sociaux-démocrates, la conquête du pouvoir est aussi à l'ordre du jour. A Berlin, après l'abdication de Guillaume II, le socialiste Ebert vient de former son gouvernement. A Strasbourg, ses amis prennent le contrôle du Conseil municipal et élisent Peirottes au poste de maire. Une

Au moment où la France unanime commémore le 70^e anniversaire de l'Armistice, il n'est pas inutile de regarder dans les plis secrets du drapeau. On peut y trouver des épisodes dérangeants, inclassables, dont personne ne veut se souvenir. Du 9 au 21 novembre 1918, entre « occupation » allemande et « libération » française, l'Alsace et la Lorraine se couvraient de Soviets !



réunion rassemblant les Conseils de soldats, les organisations ouvrières de la ville et les proches de Peirottes donne naissance au Conseil des ouvriers et soldats de Strasbourg qui porte à sa présidence le secrétaire des ouvriers brasseurs, Rebholz.

Le 10 à midi, Rebholz tient un meeting devant le poste de garde de l'Aubette où il annonce que l'ancien régime est tombé et que le pouvoir est maintenant aux mains du peuple. Peirottes qui, en tant que nouveau maire, se tient aux côtés de Rebholz, voit se profiler le danger d'un gouvernement des Conseils. Muni de sa légitimité municipale, il proclame simultanément, à vingt mètres de là, la République sociale.

CALME. Le Conseil des ouvriers et soldats prend en charge les responsabilités de l'armée allemande et met en place une trentaine de commissions : transports, finances, démobilisation, salaires, ravitaillement... Les murs de la ville se couvrent d'affiches, certaines prônant le retour « *au calme et à l'ordre* », alors que d'autres, plus radicales, déclarent : « *Nous n'avons rien de commun avec les états capitalistes, notre mot d'ordre est : ni allemands ni français ni neutres. Le drapeau rouge a triomphé.* » Un drapeau rouge qui va cristalliser les divergences, le 13 novembre à 15 heures lorsqu'il est



10 novembre 1918, place Kléber, à Strasbourg. « Le pouvoir est aux mains du peuple. » Collection de la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg.

hissé sur la flèche de la cathédrale de Strasbourg. Pour la grande masse des soldats, ce drapeau symbolise l'écroulement de la puissance impériale allemande. La majorité des Conseils de soldats se reconnaît dans ce discours du marin Wendelin Thomas : « Que le drapeau rouge flotte sur la cathédrale est le signe que la théorie socialiste a cessé d'être une théorie pour devenir une réalité... Un temps nouveau est né, celui de l'entrée dans l'âge de l'humanité... Le but final est l'œuvre civilisatrice, la fraternisation des travailleurs. »

Peirates, lui, veut gagner du temps. A ceux qui s'offusquent, il explique : « Si le drapeau rouge est hissé sur la cathédrale, c'est que ceux qui auront agi ainsi sont plus forts que nous. Contre cela, nous ne pouvons rien. »

L'une des principales tâches auxquelles est confronté le Conseil des ouvriers et des soldats est l'évacuation des troupes allemandes et la démobilisation des milliers de soldats qui affluent dans la ville. Les Conseils procèdent à la vente du matériel militaire afin de régler les soldes et les primes.

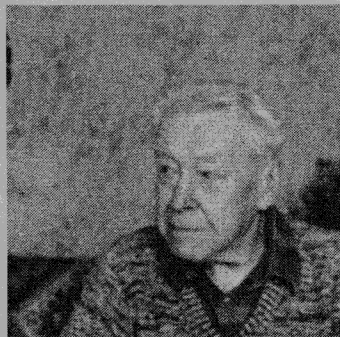
La commission de ravitaillement dispose de pouvoirs exceptionnels : réquisition des stocks, surveillance de l'exportation des vivres, mais elle ne parvient pas à endiguer le marché noir. Les scènes



UN INSURGE SE SOUVIENT

« Quand j'ai été mobilisé, en 1917, je travaillais aux fortifications au Vieil Armand. Le 9 novembre 1918, on nous a rassemblés pour nous envoyer sur le front de

l'Est. On a fait étape à Neuf-Brisach. Là, il y avait un rassemblement de six mille soldats. La première chose que j'ai vue, c'est un officier supérieur



Novembre 1988, Soultz. Joseph Fisch se rappelle ses dix-huit ans. Photo DR.

allemand dégradé devant tout le monde, obligé de rendre son épée et ses distinctions.

L'atmosphère était surchauffée. La foule entonnait des chansons populaires pleines de joie. Certains chantaient des airs révolutionnaires. La manifestation parcourait la ville et dès qu'on rencontrait un gradé, on l'arrêtait et on disait : « Hop là, donne tes galons sinon tu prends une claque ! » Après, ce qu'on a eu en tête les copains et moi, c'était de fichir le camp le plus vite possible, et rentrer chez nous, à Soultz. Quand on est arrivé le 10, on est tombé sur un défilé qui venait de la gare, musique en tête. La population de Soultz, en liesse, portait en triomphe Richard Heisch. C'était un responsable socialiste internationaliste, libéré de prison sous la pression du Conseil de Colmar. Heisch était tenancier de bistrof. Il a pénétré dans son troquet et, hop là, il a sauté sur une table et harangué les soldats allemands pour les appeler à partir, pour la paix entre les peuples. J'avais dix-huit ans, je n'oublierai jamais ces journées-là. »



ROUGES SOLDATS

Si les événements les plus importants ont pour cadre Strasbourg, presque toutes les villes des deux provinces sont touchées par l'agitation.

Le premier Conseil de soldats d'Alsace se forme à Haguenau le 9 novembre dans la journée. Le soir, c'est Mulhouse qui élit son conseil central. Une députation des Soviets se déplace en train et tient des meetings dans toutes les gares traversées. A Saverne, les soldats refusent d'obéir à leurs officiers et chaque unité élit son Conseil. A Sélestat, les délégués du Conseil sillonnent la ville, le brassard rouge en évidence. A Guebwiller, un rassemblement régional de soldats fait immédiatement la liaison avec les organisations ouvrières. A Colmar, le Conseil d'ouvriers et de soldats siège à la mairie. Le futur Feldmarschal Rommel, alors capitaine, viendra s'y plaindre des vexations dont sont victimes ses officiers. A Schiltigheim, c'est un socialiste, Ott, qui est porté à la présidence du Conseil tandis qu'à Neuf-Brisach, on constitue un Conseil de soldats et de citoyens dirigé par un pasteur. Sur le front des Vosges on fraternise, on manifeste, drapeau rouge en tête. En Lorraine, les nombreux immigrés italiens se joignent au mouvement. A Metz, le Conseil siège

à l'hôtel de ville sur lequel flotte un drapeau turc dont on a masqué le croissant au minimum pour en faire un drapeau rouge ! Des Conseils ouvriers se mettent en place dans les usines, dans les mines dont certaines sont occupées, comme à Knutange. A Algrange, Hagondange, Rombas, on se met en grève. A Thionville, un soldat du nom de Seelow, acteur dans le civil, est à l'initiative de la formation du Conseil. A Sarrebourg, c'est un aumônier militaire qui préside le Conseil de soldats. Le Conseil de Sarrebrück coordonne l'activité des Conseils de Forbach, Saint-Avold et Hombourg. A Sarreguemines, le Conseil se réunit au Palais de justice et une mitrailleuse en garde l'entrée.

Quelques Conseils se maintiendront après l'arrivée des troupes françaises, comme aux usines De Wendel. L'armée nomme un délégué militaire doté de pouvoirs illimités dans chaque usine sidérurgique et le maréchal Foch envoie des troupes spéciales pour occuper le bassin. De très nombreux travailleurs d'origine allemande sont expulsés et sur les ouvriers qui s'engageront dans les luttes syndicales et politiques pèsera longtemps la menace d'un renvoi en Allemagne.

H.D.

11 novembre 1918. Soldats allemands et français fraternisant sur le front des Vosges. Photo DR.

Un mémoire de maîtrise, très documenté, a été consacré à ces événements par Jean-Claude Richez, sous le titre : « Conseils ouvriers et conseils de soldats — revendications de classes et revendications nationales en Alsace en novembre 1918 ». On peut le consulter à la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg.

de pillage se multiplient. La plus grave menace émane des cheminots qui envisagent de déclencher une grève, le 13 novembre, si leurs revendications salariales ne sont pas satisfaites, interrompant ainsi le retrait des troupes et affectant le ravitaillement. Ils y renoncent au terme d'une négociation qui tourne à leur avantage.

Cette emprise des Conseils sur la ville effraie Peirottes qui réussit à faire parvenir un appel au Grand Quartier général français. Il demande aux généraux de « hâter leur entrée à Strasbourg, la domination des rouges menaçant de prendre une fin tragique. »

Message reçu : l'entrée officielle des troupes, prévue pour le 25, est avancée au 22 novembre. « Vingt-cinq mille hommes se tiennent prêts à entrer dans Strasbourg au premier mouvement d'émeute révolutionnaire. » (2).

Le 15, une nouvelle arrivée de marins insurgés relance l'agitation. La situation est précaire mais Peirottes et ses amis, rassurés par les informations venues de l'armée française, calment momentanément le jeu. Ainsi se maintient une unité de façade au cours d'une série de meetings qui se déroulent le 17 novembre à 11 heures dans les théâtres, les cinémas et sur les places de la ville. Toutes les instances de pouvoir sont là et s'observent.

MISSION. Cette cohabitation dure jusqu'au 22 novembre. Le 20, le président du Conseil des ouvriers et soldats, Rebholz, déclare : « Le Conseil a rempli sa mission, même si, compte tenu des circonstances, il n'a pu réaliser son idéal politique. »

Il est décidé qu'il reviendrait au Conseil de remettre l'autorité militaire entre les mains du commandement français. Le général Gouraud fera savoir qu'il ne reconnaît ni le Conseil des ouvriers et soldats ni les mesures qu'il a édictées. Le 22 novembre, lorsque l'armée française entrera dans Strasbourg, son premier mouvement sera d'occuper le Palais de justice où siégeait le « Soviet de Strasbourg ». Les deux provinces passent sous contrôle militaire, les sous-préfets sont choisis parmi les officiers, la troupe occupe les usines dont on a dissous les Soviets, les salaires sont ramenés à leur niveau de septembre 1918, les « agitateurs » sont expulsés... Des commissions de triage de la population, présidées par un officier du 2^e bureau, sont mises en place, préfigurant les « Commissions de réintégration dans la nationalité française » devant lesquelles devront se rendre tous les habitants d'Alsace et de Lorraine.

Dans le journal du Parti socialiste, l'*Humanité*, le 23 avril 1919, Marcel Cachin pourra écrire : « Il est pénible de penser que l'Alsace-Lorraine se trouve sous un joug militaire aussi inique qu'il y a quatre ans. »

Le lendemain, dans le même journal, Jacques Peirottes fera état de son extrême désillusion : « Le peuple alsacien, et c'est tout naturel, a cru avec une ardeur mystique que l'arrivée des Français, ce serait l'entrée du paradis. Il s'en faut. Chacun s'est figuré naïvement que, du jour au lendemain, il aurait son pain blanc, son beefsteack, et surtout la liberté ! Hormis le pain, ce n'est pas cela. Et c'est le reste qui importe. »

HERVE DELOUCHE
DIDIER DAENINCKX

■ 1. Charles Spindler : *l'Alsace pendant la guerre*, 1925. ■ 2. Fritz Kieffer : « L'Entrée des Français à Strasbourg » in *la Vie en Alsace*.